



**HAL**  
open science

## Rapport sur la soutenance de l'Habilitation à Diriger des Recherches de Monsieur Natali Kossoumna Liba'a

Thierry Linck, Geneviève Cortes, Helene Guettat, Jean-Philippe Tonneau,  
Emmanuel Torquebiau

### ► To cite this version:

Thierry Linck, Geneviève Cortes, Helene Guettat, Jean-Philippe Tonneau, Emmanuel Torquebiau. Rapport sur la soutenance de l'Habilitation à Diriger des Recherches de Monsieur Natali Kossoumna Liba'a. [0] 2014, pp.8. hal-02800838

**HAL Id: hal-02800838**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02800838>**

Submitted on 5 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapport sur la soutenance de l'Habilitation à Diriger des Recherches  
de Monsieur Natali Kossoumna Liba'a

le jeudi 18 décembre 2014  
Université Paul Valéry Montpellier 3

**LES TERRITOIRES DE MOBILITE PASTORALE**  
**Quelle mobilité dans un contexte de pression sur le territoire**  
**rural en zone soudano-sahélienne du Nord-Cameroun ?**

Composition du jury

- Geneviève Cortes, Directrice de l'HDR - Professeure à l'Université Paul Valéry Montpellier 3, Géographe
- Hélène Guétat-Bernard, Rapporteur - Professeure de l'Enseignement Supérieur, Ecole Nationale de Formation Agronomique, Toulouse, Géographe et Sociologue
- Thierry Linck, Rapporteur - Directeur de Recherche à l'INRA, Montpellier, Socio-économiste
- Jean-Philippe Tonneau, Rapporteur - Chercheur au Cirad, Montpellier, Directeur de l'UMR TETIS, Géographe
- Emmanuel Torquebiau, Examineur, Président du jury, Chercheur au Cirad, Montpellier, Ecologue

Rapport des membres du jury

1 – Geneviève Cortes

Geneviève Cortes, garante de l'Habilitation à Diriger des Recherches, prend la parole en remerciant l'ensemble des membres du jury. Elle souhaite rappeler tout d'abord le contexte singulier dans lequel Natali Kossoumna Liba'a, enseignant-chercheur à l'École Normale Supérieure de l'Université de Maroua au Cameroun depuis 2009, a engagé ce travail de HDR. Elle souligne que le Cameroun a des procédures d'accès à la promotion pour les enseignants-chercheurs dans les Universités qui exigent des collègues ayant obtenu leur doctorat en France, ce qui est le cas de Natali Kossoumna Liba'a, de détenir le diplôme de HDR pour poursuivre leur carrière, contrairement aux enseignants-chercheurs ayant fait leur doctorat dans leur pays. Par ailleurs, cette soutenance de HDR s'inscrit dans la continuité d'une thèse de doctorat de géographie soutenue en 2008 à l'Université de Montpellier qui s'est prolongée par des collaborations scientifiques avec plusieurs organismes et laboratoires de recherche en France (séjour de recherche au Laboratoire Montpelliérain d'Économie Théorique et Appliquée de Montpellier en 2011, stage postdoctoral en 2012-2013 au CIRAD). Enfin, Natali Kossoumna Liba'a a saisi cette occasion de la HDR pour répondre à un besoin et une volonté de faire un bilan de son itinéraire professionnel et de son parcours de recherche, en livrant aujourd'hui une réflexion très intéressante, notamment à travers le volume inédit.

Geneviève Cortes souhaite mentionner quelques points forts de ce parcours et des travaux de recherche poursuivis par le candidat depuis ces dernières années. Elle dit être tout

d'abord très impressionnée par le fort investissement Natali Kossoumna Liba'a dans la vie collective de son université. Recruté en 2009 comme enseignant-chercheur à l'Université de Maroua, au sein de laquelle il assume depuis 2013 la responsabilité de directeur de département, il a été aussi responsable de la licence 3 et du cycle de Master. Son implication dans les enseignements de premier cycle de géographie et histoire a concerné des unités d'enseignement très diversifiées, à caractère à la fois théorique et méthodologique, dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement, de l'épistémologie ou encore de l'environnement. Il faut rappeler aussi la prise de responsabilités pédagogiques concernant le montage de deux Masters professionnels, dont l'un en « *Gestion et prévention des risques et catastrophes naturels* » et l'autre sur la « *Décentralisation et développement local* » au sein desquels il est également intervenu depuis 2010. Il est fortement impliqué également dans la formation des élèves-professeurs des collèges d'enseignement secondaire de premier et deuxième cycles. De ce point de vue déjà, le dossier de Natali Kossoumna Liba'a répond aux critères de l'habilitation, auquel s'ajoute l'implication dans la formation à la recherche puisqu'il a à son acquis l'encadrement de plus de trente mémoires de Master 1 et 2 ainsi que le co-encadrement de neuf thèses de doctorat de géographie au sein de l'Unité de Formation Doctorale « Sciences de l'homme et de la société » de son université. Il a donc assumé de lourdes charges administratives, différentes responsabilités pédagogiques et d'enseignement, un niveau d'engagement intense dans l'encadrement d'étudiants durant ces cinq dernières années. Et il est resté en même temps très actif en termes de recherche.

De ce point de vue, le volume inédit fait la démonstration d'une grande cohérence thématique. Cependant, ce volume n'est pas seulement une continuité de la thèse de doctorat de Géographie (« *De la mobilité à la sédentarisation : gestion des ressources naturelles et des territoires par les éleveurs Mbororo au Nord Cameroun* »). Le manuscrit témoigne aussi d'un réel renouvellement de la réflexion qui s'opère d'abord par un approfondissement théorique dans le champ de la géographie sociale, ensuite par un élargissement des échelles spatiales d'analyse et, enfin, par la prise en compte de la diversité des acteurs lorsqu'est posée la question de la gouvernance de ces territoires de mobilité. Ce volume apparaît bien là comme une synthèse d'un gros travail empirique qui marque plusieurs années de travaux de terrain et de données collectées depuis la thèse, ayant largement enrichi la réflexion théorique et méthodologique.

Il s'agit là d'une recherche qui s'inscrit dans la géographie sociale, à l'interface de la géographie rurale et environnementale, et ce à partir d'une analyse des mobilités et formes de territorialisation qui leurs sont liées dans les régions d'élevage du Nord Cameroun. Cette notion forte de « territoire de mobilité » est au cœur de la démarche et elle soulève, de toute évidence, des enjeux importants dans la discipline. Elle met en réalité au centre de la réflexion scientifique la difficulté de nos sociétés à concevoir et mettre en œuvre des modèles de développement et des politiques publiques qui puissent tenir compte de ces territoires du mouvement, de ces pratiques et usages de l'espace qui articulent à la fois fixité et mobilité. Cette dualité dialectique, qui a été mise en évidence dans d'autres contextes géographiques et pour d'autres formes de mobilité, aurait pu être creusée plus encore et mise en perspective avec ce que l'on observe ailleurs en Afrique, ou même dans d'autres régions du monde. La perspective comparée pourrait certainement enrichir et prolonger la réflexion.

Si cette activité de recherche a donné lieu une production scientifique soutenue et diversifiée, il faut souligner également un positionnement des travaux au regard de leurs impacts sociétaux et des politiques publiques. En témoigne l'implication Natali Kossoumna Liba'a dans plusieurs programmes collectifs et études financées par divers ministères et

organismes de développement (Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, Union Européenne, Bureaux d'étude Géographiques et sociologiques de Garoua, etc.).

Geneviève Cortes termine en soulignant la qualité d'une trajectoire complète, très plurielle, marquée par une grande polyvalence. Elle souhaite féliciter Natali Kossoumna Liba'a d'avoir su mener à bien ce travail de HDR dont la pertinence ouvre de multiples débats autour des enjeux du développement au Sud.

## 2 – Hélène Guétat-Bernard

L'objet d'analyse du volume 1 de l'HDR aborde un sujet particulièrement brûlant au Cameroun aujourd'hui, celui de la complexité de la gestion foncière entre accaparement des terres, protection de l'environnement et modification des règles de régulation des ressources pastorales.

M. Natali Kossoumna Liba'a décrit avec finesse la complexité des jeux d'acteurs tout en proposant une argumentation équilibrée entre contexte, questionnements théoriques et mise en discussion des questions pratiques de gestion. M. Natali Kossoumna Liba'a montre comment dans une situation de pression démographique, de dégradation des ressources (et notamment des terres de parcours), de cloisonnement des espaces, d'une complexification des types d'acteurs présents dans les filières, les relations entre agriculteurs et éleveurs se renégocient, dans un contexte où les environnements politiques sont incertains, marqués par des autorités coutumières et administratives qui n'assument plus leur rôle d'arbitrage et de régulation. M. Natali Kossoumna Liba'a insiste sur la difficulté à trouver des accords durables car précisément ce n'est pas dans l'intérêt de tous les acteurs, en particulier les autorités coutumières qui jouent un jeu trouble.

On apprécie dans le travail l'analyse des logiques sociales articulées aux conséquences spatiales des jeux d'acteurs. Le schéma p 30 mais aussi tous ceux qui résument le propos au long du texte sont précieux.

Sur les dimensions sociales de la crise de l'élevage, on relève plusieurs questions pertinentes :

- Le recours à des bergers extérieurs à la communauté induit des pertes dans la transmission des savoirs et des pratiques (connaissances insuffisantes des plantes et des troupeaux). La pénibilité et la dévalorisation symbolique du travail et les contraintes qu'il induit expliquent un désintérêt de plus en plus prégnant chez les jeunes. Se pose alors la question de la transmission des savoirs d'observation de la flore sauvage, de repères des meilleurs pâturages, etc. par des bergers qui avaient une connaissance intime et vécue du territoire de travail à des jeunes non issus des communautés d'éleveurs. La nature des savoirs est interrogée comme le sont les liens entre un manque de connaissances des plantes et de la nature et une possible surexploitation des parcours, voire une gestion minière dommageable à la durabilité de l'activité.
- D'une manière générale, les femmes sont très peu présentes dans le texte alors que la participation des populations pour une gestion raisonnée des ressources environnementales devrait inclure les femmes. Elles possèdent des têtes de bétail et le revenu du lait tiré de leur travail est essentiel pour la famille (les éleveuses peuvent avoir plus d'argent que les paysannes).

- La distinction entre les différents qualificatifs de types de territoires entre ceux d'attache et de la petite et grande transhumance est finement observée et pertinente. Il aurait été intéressant à ce propos de mieux comprendre la manière dont sont vécus par les hommes et les femmes ces différents territoires car les femmes semblent de plus en plus s'accommoder des nouvelles technologies de communication (téléphones portables qu'elles achètent en vendant le lait) pour négocier auprès des conjoints une moindre mobilité. Les relations sociales bougent donc aussi à l'intérieur des collectifs familiaux dans la manière dont sont vécus les modes de vie entre ancrage et mobilité. L'accès au téléphone portable est-il un moyen efficace d'articuler mobilité des hommes/fixité des femmes ?

Sur la destination des terres, d'autres questions apparaissent :

- La destination des terres entre agriculture et élevage, selon la nature des accords, est particulièrement source de conflits mais les relations entre groupes peuvent aussi s'organiser autour de complémentarités et d'articulations fortes. La force de l'analyse est justement de montrer comment s'entrelacent les intérêts des uns et des autres. Ce qui est dit sur la manière dont les éleveurs cherchent des supports auprès des citadins (consommateurs, commerçants, propriétaires de troupeaux) est tout à fait éclairant sur la manière dont le territoire est maillé par des jeux d'alliances complexes.
- La classification des espaces protégés pour préserver la biodiversité et les grands fauves pose toujours des problèmes de légitimité aux populations qui revendiquent de fait l'usage des terres. On aurait aimé savoir comment ces classifications et les délimitations des terres ont été décidées. Finalement, l'usage des parcours est-il à ce point incompatible avec la protection des animaux car des règles d'usage négociées pourraient éviter de mettre les éleveurs dans une situation d'illégalité ?
- La proposition de classer les territoires de la mobilité pastorale entre territoire de fixation, de proximité, de transhumance saisonnière et de mobilité illicite est particulièrement efficace pour la compréhension de la diversité des modes de gestion. Par contre, au-delà du schéma (p 6), des cartes tout au long du texte auraient facilité la lecture.
- Il est écrit en p 40 que « la plupart des techniciens valorisent l'appropriation individuelle, que la gestion des pâturages dans les territoires de fixation est la moins précautionneuse alors même que l'appropriation est la plus forte ». Comment sortir de ce dilemme ? Apparemment les politiques de sédentarisation répondent à une demande sociale d'accès aux services de l'Etat (injonction à la sédentarité / désirs d'accéder à des services facilitant la vie – santé, éducation notamment – qui encouragent les éleveurs à changer de mode de vie en s'impliquant dans les activités agricoles) mais il y a une faible compatibilité avec une gestion durable des ressources. On apprécie ainsi la discussion sur la comparaison entre les systèmes d'élevage sédentaire et mobile qui contredisent les aprioris sur les effets de la mobilité tant sur la productivité du bétail que sur l'utilité écologique des parcours. La sédentarité a des effets néfastes sur la dégradation des écosystèmes et au contraire, la mobilité pastorale est appréciable comme facteur d'adaptation aux aléas climatiques
- La question de la pression des activités d'agriculture et d'élevage liée aussi aux changements observés dans les pratiques agricoles, comme le développement du maraichage autour des points d'eau, est aussi particulièrement importante. On voit bien aussi comment s'exercent des relations marquées par la suspicion entre groupes : les « champs pièges », le manque de clôture, la manière délibérée de ne pas suivre les accords négociés mais inversement la multiplicité des formes d'échanges économiques et sociaux (confiage de bétails, prêts ou location de matériels agricoles, etc.) ; tout cela traduit une analyse très fine des situations.

- L'application de la proposition d'approche institutionnelle de la construction d'accords permet dans la dernière partie du document une analyse précise d'une diversité de contextes où la question politique de la mise à l'épreuve des accords bâtis est centrale. L'intérêt des débats théoriques autour des travaux d'Ostrom est d'analyser les règles évolutives de construction d'accords reconnus comme légitimes. L'intérêt est aussi de poser la place de l'Etat comme acteur qui devrait théoriquement légiférer dans l'intérêt commun. Or le Cameroun est l'un des pays d'Afrique où la vente de terre est la plus problématique.

### 3 – Thierry Linck

Natali Kossoumna Liba'a nous propose une recherche bien structurée et conduite avec rigueur. La question de recherche – quel avenir pour les territoires de mobilité pastorale ? – ouvre une réflexion dont la pertinence va bien au-delà du cas traité, mais dont la portée est limitée par l'adoption d'un cadre problématique qui aurait mérité d'être plus ouvert. Le Nord-Cameroun a été marqué au cours des dernières décennies par une augmentation spectaculaire de la pression démographique, accentuée par d'importants mouvements de population, par le développement des cultures et la multiplication des élevages sédentaires et aggravée par la mise en place de vastes réserves naturelles. Cette évolution handicape fortement la mobilité pastorale, à la fois comme conséquence d'une contraction de l'espace pastoral utile mais aussi du fait de son morcellement : la circulation des troupeaux devient difficile à la fois du fait de la présence de cultures et de parcs naturels et comme conséquence de l'absence de réglementations adaptées. Au-delà de la pression démographique, le Nord-Cameroun subit donc également les effets d'une carence d'autorité. Celle de l'Etat peine à s'établir cependant que le droit coutumier est dépassé par l'ampleur des bouleversements que connaît cette région. Reste l'état de fait, signe annonciateur d'une violence émergente mais déjà enracinée dont témoignent l'emprise de caciques locaux, les passe-droits, le rapt et le racket : le déplacement des troupeaux sur de grandes distances est une activité risquée que seuls certains éleveurs peuvent désormais se permettre : la majorité se replie sur des territoires de proximité. Les objectifs finals de la recherche en découlent directement : il sera question de l'ébauche d'un cadre réglementaire global des droits d'usage du sol.

On comprend l'attachement de Natali Kossoumna Liba'a au déplacement des animaux, mais on ne peut pas ne pas être surpris du fait que la recherche ne fasse aucune mention du pastoralisme, référence nécessaire pour développer une approche globale de l'élevage et de ses interactions avec les autres activités présentes sur les territoires pastoraux. Il est difficile de comprendre le rapport au territoire sans reconnaître les pratiques productives, sans s'attacher aux temporalités et sans explorer la nature des échanges – les complémentarités et les tensions – entre sociétés pastorales et sédentaires. De notre point de vue, une référence, plus marquée, au mode d'agencement des savoirs techniques et relationnels du pastoralisme s'imposait d'autant plus que la question des règles d'usage d'espaces partagés est au cœur de la réflexion.

Quoiqu'il en soit, la question posée par Natali Kossoumna Liba'a appelait la construction d'un cadre théorique approprié. L'entreprise commence par une revue détaillée de l'évolution de la notion de territoire : celle-ci est conduite en des termes qui mettent en évidence une bonne maîtrise du sujet, particulièrement pour ce qui concerne les auteurs plus anciens, un peu passés de mode, mais qui sont aussi, pour nous, les mieux inspirés. Pour notre auteur, le territoire est avant tout un espace approprié. Mais dans la mesure où c'est également

un espace où se déploient différentes activités et où circulent des troupeaux, cette appropriation ne peut pas être que subjective : le territoire est une ressource et, plus précisément une ressource partagée. Un nouveau champ s'ouvre alors à sa réflexion : celui que structure la notion de ressource collective, que la géographie partage, avec un bonheur inégal, avec la sociologie, l'économie et les sciences de gestion. Il est question de G. Hardin qui reste incontournable, mais dont la critique, faute de référence aux savoirs techniques et relationnels mobilisés dans l'élevage n'est pas pleinement convaincante. Il est question, surtout d'E. Ostrom dont l'approche plus pragmatique et nuancée et, surtout, plus opérationnelle correspond mieux aux attentes de Natali Kossoumna Liba'a.

Ostrom occupe une position charnière dans le travail qui nous a été soumis. Comme en témoignent ses références au concept de *common pool resource*, Ostrom traite la ressource collective comme s'il s'agissait d'un réservoir. Le fait de ne pas prendre en compte l'agencement des savoirs techniques et relationnels a ici une double incidence. D'une part, il ne permet pas d'apprécier à sa juste valeur (au-delà du court terme) le statut de la ressource en tant qu'enjeu de pouvoir et source de conflits et de blocages ainsi que sa place dans les stratégies suivies par les acteurs. D'autre part, il conduit à situer la ressource davantage comme un donné que comme un construit collectif résultant de la production et de l'activation de savoirs techniques et relationnels. Il est de ce fait difficile de conduire une approche dynamique du rapport de l'homme à la nature et à l'espace.

Cette réserve vaut également pour les conclusions du travail de Natali Kossoumna Liba'a. Le partage et la réglementation des usages du sol ne se limitent pas à la construction de règles. Au-delà de la concertation, toujours nécessaire mais rarement suffisante, elle doit se situer dans une approche prospective, anticiper et stimuler la construction et la diffusion des savoirs techniques et relationnels nécessaires à l'instauration d'un socle organisationnel viable.

#### 4 – Jean-Philippe Tonneau

Monsieur Tonneau prend la parole et remercie l'Université Paul Valéry et les encadrants de l'avoir invité à participer à ce jury, sur des thématiques et une région le Nord Cameroun qu'il connaît relativement bien. M. Tonneau annonce que son propos complètera son pré-rapport.

Il résume dans un premier temps les conclusions de ce rapport.

Le document présenté pour l'obtention de l'HDR traite d'une question "sociétale" de grand intérêt. L'usage conflictuel des espaces, en l'absence d'instances de régulation, en dépit et du fait, de l'intervention de multiples acteurs, aux légitimités diverses : autorités traditionnelles, états –préfectures et sous-préfectures– projets, dans un contexte de cohabitation de droits d'inspirations diverses (droits coutumiers, droits romains de la propriété privée et droit de l'Etat) est probablement la question la plus aigüe et la principale contrainte au développement de maintes régions africaines et plus encore de cette région, où les éleveurs transhumants sont très présents.

L'hypothèse de recherche est que dans un contexte de forte incertitude sur le territoire pastoral, la mobilité ne peut continuer à se faire que grâce à un consensus. Cette hypothèse peut être discutée mais elle fonde les nombreuses interventions de type "développement territorial" qui ont existé dans la région.

M. Tonneau rappelle qu'il a regretté le manque de relations construites entre cette hypothèse et le positionnement théorique et la proposition méthodologique. Mais le candidat a fait preuve de sa connaissance des dynamiques de la région et de sa maîtrise du sujet de la mobilité territoriale.

Une fois, ces rappels faits, M. Tonneau souhaite consacrer le débat aux propositions méthodologiques, faites en s'appuyant sur la notion de bien commun et à partir de l'analyse (évaluation) des expériences. M. Tonneau demande donc quel plus apporte la démarche proposée et comment cette démarche va pouvoir régler les problèmes abondamment listés dans le document, en particulier ceux liées aux manques de régulation ?

Les réponses du candidat et le débat qui s'engage permettent de mieux identifier les difficultés et les obstacles à la recherche du consensus. Les "lois" aux natures différentes qui se juxtaposent et s'opposent obligent à de forts investissements au niveau local pour mieux coller aux occupations des terres réelles et aux rapports de force. Mais les consensus construits au niveau local doivent être reconnus et validés au niveau national, pour pouvoir être appliqués. C'est en fait la question de l'Etat qui se pose.

Monsieur Tonneau se déclare satisfait par les éléments débattus qui donnent du sens aux propositions et effacent l'impression trop normative qu'elles pouvaient donner.

En réaffirmant son intérêt pour le travail, en félicitant le candidat pour son travail et en lui souhaitant une carrière de chercheur-enseignant productive, M. Tonneau rend la parole au président.

## 5 – Emmanuel Torquebiau

Natali Kossoumna Liba'a rend compte dans cet important travail d'un lien fort avec le terrain qu'il a su valoriser à la fois dans la recherche et dans l'enseignement. Le relevé des activités du candidat témoigne d'un authentique engagement d'universitaire accompli qu'il revient de saluer. Son poste à l'Université de Maroua lui permet d'être dans une situation influente dont devraient sans aucun doute bénéficier grandement tous les étudiants avec lesquels il est en contact et donc le Cameroun. Il est important de signaler que seuls 6 ans se sont écoulés entre l'obtention de la thèse et la soutenance du présent diplôme d'HDR, ce qui est remarquablement court et la preuve d'une assiduité certaine au travail. L'ensemble des documents soumis à ce jury et la présentation qui en a été faite à l'oral sont de bonne qualité.

L'analyse approfondie du concept de territoire (p. 76 et suivantes) mérite d'être relevée. Elle permet de bien cadrer la notion proposée de « territoire de mobilité » qui constitue une proposition originale pouvant faire date dans l'histoire de l'analyse des sociétés agropastorales de l'Afrique semi-aride. L'avenir nous le dira mais on peut s'attendre à ce que cette notion soit reprise par de futures recherches. Tout en s'appuyant sur des fondements théoriques, le candidat a su utiliser des approches très pragmatiques pour aboutir à des propositions concrètes de gestion du territoire, par exemple l'analyse de projets pour proposer une démarche d'action (p. 164 et suivantes). Il en résulte une démarche très claire en 5 phases (p. 180 et suivantes). Ce qui permet à Natali Kossoumna Liba'a de faire des jugements de valeur bien pesés, par exemple le fait que les nécessaires réformes foncières qu'imposent les nouveaux territoires de mobilité tardent à « mordre » sur les universitaires de la région et les autorités locales. A la question « à quoi ressemblera le Nord-Cameroun dans 50 ans ? », le

candidat répond sans hésiter « à un territoire marqué par la propriété privée et l'appropriation des terres ». Ceci – entre autres – constitue sans aucun doute des éléments constitutifs d'un travail du niveau d'une HDR, pour lequel Natali Kossoumna Liba'a mérite d'être félicité.

Le travail présenté souffre néanmoins de quelques faiblesses qu'il convient de noter, notamment l'insuffisance de publications dans des revues à comité de lecture (8 articles, dans des revues mineures et aucune en anglais), que ne compense pas la forte production livresque (3 livres en 6 ans !), même si cette dernière mérite d'être saluée. Pour un travail de géographie, l'utilisation parcimonieuse de cartes et de figures est également préoccupante (faiblesse en partie corrigée lors de la présentation orale).

Le Président du jury conclue son intervention en encourageant Natali Kossoumna Liba'a à creuser le concept de territoire de mobilité car il porte en lui une contradiction théorique entre la localisation de l'usage des terres par des limites d'une part et différents critères d'appropriation territoriale et de mixité d'usage des terres d'autre part. La spécialisation territoriale est-elle une perte ? Cette question mérite qu'on y consacre encore des recherches. La place du droit écrit est à approfondir notamment pour expliciter comment le droit romain pourrait coexister avec la construction d'un autre type de droit qui tiendrait compte des réalités des territoires de mobilité.

#### 6 – Délibération et décision du jury

Après délibération à huis-clos du jury, Emmanuel Torquebiau, en tant que président du jury, déclare que le jury a décidé à l'unanimité d'accorder le titre de l'Habilitation à Diriger des Recherches à Natali Kossoumna Liba'a. Le jury signale que les photocopies des livres du candidat, si elles ont été tolérées au moment de la soutenance pour des raisons pratiques, ne doivent pas faire partie du dossier d'HDR remis à l'Université. Le candidat est félicité et est encouragé à continuer dans la voie qu'il a commencé à tracer pour contribuer au développement de la recherche et de l'enseignement supérieur dans son pays.